

Document

A propos de la question libyenne. (10)

Le 14 avril 2011

En toile de fond, la Libye est le théâtre d'une guerre inter-impérialistes qui ne veut pas dire son nom et dont le peuple libyen constitue la chaire à canon. Elle est le point culminant à ce jour de la concurrence acharnée que se livrent les différents Etats impérialistes pour contrôler les ressources de la planète afin de conserver leur place sur le marché mondial ou s'accaparer les matières premières dont ils ont impérativement besoin pour assurer leur développement.

D'un côté, les intérêts des impérialismes russe, chinois et indien coïncident avec le maintien au pouvoir de Kadhafi, et de l'autre, les intérêts des impérialismes français, britannique, italien, allemand et américain coïncident avec sa chute et l'arrivée au pouvoir des représentants du Conseil national de transition (CNT) installé à Benghazi.

Concrètement, en faisant régner un régime de terreur, le dictateur Kadhafi peut s'appuyer sur la population qu'il a prise en otage dans son fief à l'ouest de la Libye, tandis que le CNT se livre à un chantage sur les masses révolutionnaires inorganisées qui demeurent malgré tout mobilisées à l'est du pays, dans les deux cas on aura compris que ce sont les intérêts de l'ensemble du peuple libyen qui risquent d'être sacrifiés inutilement.

Ironie du sort, avant-hier le CNT a chargé un premier tanker de pétrole avec l'aide du Qatar à destination... de la Chine, comme quoi les choses sont plus compliquées qu'on nous les présente.

Pour ne pas être accusés de soutenir Kadhafi et les impérialismes dont ils représentent les intérêts, les opposants forcenés au bombardement de son artillerie vont jusqu'à éviter soigneusement de prononcer son nom à l'heure qu'il est (1 fois en passant page 7 IO n°144) pour ne pas à avoir à évoquer la terreur policière qu'il fait régner dans les villes qu'il contrôle, par contre ils sont particulièrement en verve pour rappeler son alliance passée avec les impérialistes qui le combattent aujourd'hui, vous pouvez le vérifier facilement.

De la même manière, ceux qui sont prolixes pour décrire sous un angle peu avantageux les principaux dirigeants du CNT, à juste titre d'ailleurs, se montrent particulièrement silencieux sur la féroce répression avec laquelle Kadhafi avait réprimé les précédentes tentatives de soulèvements contre son régime et qui s'étaient soldés par plus de 1000 morts, dont la plupart étaient des travailleurs et des jeunes et non des agents à la solde de Paris ou Washington.

Quand ils évoquent à longueur de colonnes le passé peu glorieux au côté de Kadhafi et les intentions douteuses des dirigeants du CNT, on a envie de dire aux dirigeants du POI qui comptent dans les instances dirigeantes de leur parti d'ex-responsables ou élus ou militants qui sont restés de longues décennies au PS, à soutenir sa politique et ses dirigeants, qui n'étaient pas sans savoir le rôle infâme qu'a joué le PS depuis un certain 4 août 1914, son implication sanglante dans les deux guerres mondiales, dans la guerre d'Algérie et d'Indochine, sa trahison constante de la classe ouvrière, etc. qu'ils feraient mieux de se taire parfois, car leurs arguments pourraient se retourner contre eux, surtout quand ces responsables du POI rappellent régulièrement qu'ils n'ont pas rompu avec l'idéologie qu'ils soutenaient quand ils étaient au PS, notamment leur rejet de la révolution... Pour notre part, nous ne reprochons pas à ces militants du POI leur passage par tel ou tel parti ni ne préjugeons de leurs intentions, nous les jugeons à leurs déclarations, leurs actes ou leurs engagements présents seulement.

Les discours qui consistent sciemment à réduire ou à identifier la révolution libyenne au CNT, font volontairement l'impasse sur les intérêts fondamentaux du prolétariat libyen qui n'ont rien à voir avec Kadhafi ou le CNT, pour ainsi dire, ils font passer à la trappe la révolution libyenne sous prétexte qu'une coalition impérialiste soutiendrait un des deux belligérants, sans évidemment jamais abordé la question du sort des travailleurs et des jeunes engagés dans cette révolution, ni celui du peuple libyen si Kadhafi se maintenait au pouvoir, pour leurs auteurs, le sort du peuple libyen est déjà réglé, il doit demeurer sous le joug du

dictateur et il faut laisser ses opposants se faire massacrer par le tyran de Tripoli. Ils ne leur demandent d'ailleurs pas leur avis, ils ont décidé une fois pour toute qu'il devait en être ainsi.

Pour notre part, nous n'avons pas à prendre position pour l'une ou l'autre coalition impérialiste représentée par Kadhafi ou le CNT, soutenir les bombardements de l'artillerie de Kadhafi signifierait que les travailleurs libyens sont en droit d'attendre quelques choses des impérialistes français, britannique, américain, etc. et s'y opposer signifierait qu'ils sont en droit d'attendre des jours meilleurs sous le règne du dictateur soutenu par Moscou, Pékin et Delhi.

Nous nous rangeons derrière le prolétariat révolutionnaire libyen qui entend poursuivre le combat par tous les moyens à sa disposition jusqu'à la chute du dictateur, sachant qu'il a pris le risque de voir sa révolution confisquée, et nous osons défendre cette position en nous appuyant sur l'hypothèse ou la perspective, qu'à l'instar des prolétariats tunisiens et égyptiens, il trouvera les moyens pour renverser un à un les obstacles que les dirigeants du CNT et l'impérialiste dresseront sur son chemin pour le privé des droits politiques et sociaux pour lesquels il combat et s'est soulevé.

Nous ne suivrons pas les donneurs de leçons qui l'appellent à cesser le combat, à déposer les armes, à se rendre, à se livrer à leur bourreau qui exterminera minutieusement tous ceux qui ont osé braver son régime dictatorial.

Les prolétariats français, libyen ou des autres pays impérialistes qui sont indirectement partie prenante de cette guerre inter-impérialiste n'ont absolument aucun intérêt à voir triompher le camp de l'une ou l'autre coalition impérialiste. Par contre, aucun d'entre eux et le prolétariat mondial n'ont aucun intérêt à ce que la révolution libyenne se termine par un bain de sang sous la botte du dictateur Kadhafi, ce serait une nouvelle défaite pour le prolétariat mondial, qui servirait d'exemple et encouragerait d'autres dictateurs à recourir de la répression sanglante pour mâter férocement les soulèvements en cours dans leur propre pays.

On ne sait que trop bien quelles en seraient les terribles conséquences pour la classe ouvrière et son combat dans ces pays-là : des longues années supplémentaires de dictature, si ce n'est des décennies, une fois l'opposition à ces dictatures décapitée. Les prolétariats espagnol et chilien qui sont passés par là peuvent en témoigner, et à ce jour ils ne s'en sont toujours pas remis, puisque l'avant-garde révolutionnaire est quasi inexistante dans ces pays. Cette situation prévaut également dans tous les pays en Afrique soumis à des dictatures depuis de longues décennies. On pourrait ajouter la Russie et tous les pays de l'ex-URSS ou encore ses ex-satellites des pays de l'Est ou l'opposition est moribonde, demain la Chine qui vit sous une dictature depuis 1949.

Pour l'heure, nous privilégions le sort du prolétariat libyen aux manœuvres et aux intérêts des différents impérialistes impliqués directement ou indirectement dans cette guerre, sachant que quelle que soit l'issue de la révolution libyenne, les différents impérialistes continueront leur guerre sous une forme ou une autre sans demander l'avis d'aucun peuple, et de notre côté nous continuerons la lutte de classe pour les abattre tous.

Le meilleur moyen d'aider le prolétariat libyen sans donner l'impression que l'on soutiendrait Sarkozy, c'est de continuer le combat à la fois pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République et avec toutes les formes d'opportunismes. C'est d'expliquer aux travailleurs français (et libyens) qu'ils n'ont absolument rien à attendre de bon de Sarkozy, qu'il faut le chasser du pouvoir, pas en 2012, mais tout de suite. La bataille contre sa réforme constitutionnelle pour l'abrogation de la Constitution, et non pour la conserver en l'état, incarne aujourd'hui ce combat en France. Le combat pour refonder la société sur les bases du socialisme.

Pour compléter cet article, je vous propose un extrait de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* Lénine. Il traite justement de la question du pétrole et des monopoles :

- "L'industrie du pétrole fournit un exemple édifiant d'une tentative de repartage de ce genre, de lutte pour ce nouveau partage.

Le marché mondial du pétrole, écrivait en 1905 Jeidels, est aujourd'hui encore, partagé entre deux grands groupes financiers : la "Standard Oil Cie." de Rockefeller et les maîtres du pétrole russe de Bakou, Rothschild et Nobel. Les deux groupes sont étroitement liés, mais, depuis, plusieurs années, leur monopole

est menacé par cinq ennemis " : 1) l'épuisement des ressources pétrolières américaines; 2) la concurrence de la firme Mantachev de Bakou; 3) les sources de pétrole d'Autriche et 4) celles de Roumanie; 5) les sources de pétrole d'outre-Océan, notamment dans les colonies hollandaises (les firmes richissimes Samuel et Shell, liées également au capital anglais). Les trois derniers groupes d'entreprises sont liées aux grandes banques allemandes, la puissante "Deutsche Bank" en tête. Ces banques ont développé systématiquement et de façon autonome l'industrie du pétrole, par exemple en Roumanie, pour avoir "leur propre" point d'appui. En 1907, la somme des capitaux étrangers investis dans l'industrie roumaine du pétrole se montait à 185 millions de francs, dont 74 millions de provenance allemande.

On vit alors débiter ce qu'on appelle, dans la littérature économique, une lutte pour le "partage du monde". D'une part, la "Standard Oil" de Rockefeller, voulant tout avoir, fonda en Hollande même une société filiale, accaparant les sources pétrolifères des Indes néerlandaises et cherchant ainsi à atteindre son ennemi principal, le trust hollando-britannique de la "Shell". De leur côté, la "Deutsche Bank" et les autres banques berlinoises cherchèrent à "garder" la Roumanie et à l'associer à la Russie contre Rockefeller. Ce dernier disposait de capitaux infiniment supérieurs et d'une excellente organisation pour le transport du pétrole et sa livraison aux consommateurs. La lutte devait se terminer, et elle se termina effectivement en 1907, par la défaite totale de la "Deutsche Bank", qui se trouva placée devant l'alternative de liquider ses "intérêts pétroliers" en perdant des millions, ou de se soumettre. C'est cette dernière solution qui l'emporta; il fut conclu avec la "Standard Oil" un contrat fort désavantageux pour la "Deutsche Bank" par lequel cette dernière s'engageait à "ne rien entreprendre qui pût nuire aux intérêts américains"; toutefois, une clause prévoyait l'annulation du contrat au cas où l'Allemagne introduirait, par voie législative, le monopole d'Etat sur le pétrole.

Alors commence la "comédie du pétrole". Un des rois de la finance allemande, von Gwinner, directeur de la "Deutsche Bank", déclenche par l'intermédiaire de son secrétaire privé Stauss, une campagne pour le monopole des pétroles. L'appareil formidable de la grande banque berlinoise, avec ses vastes "relations", est mis en branle; la presse, délirante, déborde de clameurs "patriotiques" contre le "joug" du trust américain et, le 15 mars 1911, le Reichstag adopte, presque à l'unanimité, une motion invitant le gouvernement à présenter un projet de monopole pour le pétrole. Le gouvernement se saisit de cette idée "populaire", et la "Deutsche Bank", qui voulait duper son associé américain et améliorer sa situation à l'aide du monopole d'Etat, paraissait gagner la partie. Déjà les magnats allemands du pétrole escomptaient des bénéfices fabuleux, qui devaient ne le céder en rien à ceux des sucriers russes... Mais, premièrement, les grandes banques allemandes se brouillèrent au sujet du partage du butin, et la "Disconto-Gesellschaft" dévoila les visées intéressées de la "Deutsche Bank"; ensuite, le gouvernement eut peur à l'idée d'engager la lutte avec Rockefeller, car il était fort douteux que l'Allemagne pût réussir à se procurer du pétrole en dehors de ce dernier (la production roumaine étant peu importante). Enfin (1913) le crédit d'un milliard destiné aux préparatifs de guerre de l'Allemagne fut accordé et le projet de monopole se trouva reporté. La "Standard Oil" de Rockefeller sortait momentanément victorieuse de la lutte.

La revue berlinoise Die Bank disait à ce propos que l'Allemagne ne pourrait combattre la "Standard Oil" qu'en instituant le monopole du courant électrique et en transformant la force hydraulique en électricité à bon marché. Mais, ajoutait l'auteur de l'article, "le monopole de l'électricité viendra au moment où les producteurs en auront besoin, c'est-à-dire quand l'industrie électrique sera au seuil d'une nouvelle grande faillite; quand les gigantesques centrales électriques si coûteuses, construites partout aujourd'hui par les "consortiums" privés de l'industrie électrique et pour lesquelles ces "consortiums" se voient dès maintenant attribuer certains monopoles par les villes, les Etats, etc., ne pourront plus travailler dans des conditions profitables. Dès lors il faudra avoir recours aux forces hydrauliques. Mais on ne pourra pas les transformer aux frais de l'Etat en électricité à bon marché; il faudra une fois de plus les remettre à un "monopole privé contrôlé par l'Etat", l'industrie privée ayant déjà conclu une série de marchés et s'étant réservé d'importants privilèges... Il en fut ainsi du monopole des potasses; il en est ainsi de celui du pétrole; il en sera de même du monopole de l'électricité. Nos socialistes d'Etat, qui se laissent aveugler par de beaux principes, devraient enfin comprendre qu'en Allemagne les monopoles n'ont jamais eu pour but ni pour résultat d'avantager les consommateurs, ou même de laisser à l'Etat une partie des bénéfices de l'entreprise, mais qu'ils ont toujours servi à assainir, aux frais de l'Etat, l'industrie privée dont la faillite est imminente".

Le texte intégral est disponible dans le site à la page *Défense du marxisme*.